

Leaders sociaux assassinés : droits de l'homme en danger ? Défendre les défenseurs en Colombie et au Brésil

Une table-ronde proposée par le GRECOL-ALC, pour la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes

Avec la participation de :

Geneviève Garrigos,
Présidente d'Amnesty International France de 2008 à 2016

Sandra Liliana Sanchez,
Leader communautaire à Bogota

Alban Sénault,
France Amérique Latine

Valentine Sébile,
Conseillère du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation
des défenseur·e·s des droits de l'Homme

Présentation :

Plus d'un an après l'entrée en vigueur des accords de paix en Colombie, le point sur la protection des leaders sociaux semble resté lettre morte, puisque plus de 80 ont été assassinés depuis janvier 2017. Les institutions et organisations censées garantir leur protection – l'Etat en général, mais aussi le *Defensor del pueblo*, le Haut-commissariat Onusien, les ONG etc. – semblent impuissantes face à ce phénomène meurtrier qui se banalise.

Tant et si bien que lorsque Marielle Franco, figure de la défense des populations marginalisées au Brésil, a été assassinée le 14 mars dernier, certains médias nationaux ont pu parler d'une « colombianisation » de leur pays. Un bien triste amalgame qui ne doit pas nous encourager au cynisme mais au contraire à voir, au-delà des contextes nationaux et des spécificités propres à ce qui apparaît à première vue comme des actes « isolés », une problématique commune, qui appelle à des approches et des débats plus larges, décentrés.

La « cause » des leaders sociaux assassinés ou menacés est d'ailleurs portée par des acteurs très divers, qui constituent autant de voix, autant de visions différentes dans le champ de la mobilisation. Cette conférence-débat se propose de confronter les points de vue et de faire dialoguer entre elles diverses figures de la lutte pour la défense des leaders sociaux, afin d'éclairer les enjeux de la situation actuelle en Colombie, au Brésil... et au-delà. Elle devra aussi nous conduire à réfléchir, au prisme de ces deux cas latino-américains, sur le rôle de la société civile, en particulier dans des situations où l'existence d'un Etat de droit semble sérieusement remise en question.

Le 30 mai, de 18h30 à 20h à la FMSH (54 bd Raspail, Paris 6e)

Contact : laurie.servieres@sciencespo.fr